



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 79

Janvier – Mars 2013

Le message de la CGS à la Confédération européenne des syndicats

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats, a adressé un message de salutation à Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la Confédération européenne des syndicats qui a été marqué le 7 février 2013:

“Chère collègue Brenadette Ségol!

Au nom de la Confédération générale des syndicats qui représente au total près de 50 millions de travailleurs je félicite chaleureusement et cordialement la Confédération européenne des syndicats à l'occasion de son 40^{ème} anniversaire.

Grâce à sa position de principe sur les problèmes actuels qui préoccupent les travailleurs d'Europe, à sa capacité de répondre sans délai à

tous les nouveaux défis qui surgissent dans la vie du continent, la CES, durant les années de son existence, a su réunir dans ses rangs la majorité absolue des syndicats d'Europe, est devenue une partie prenante du paysage politique européen.

La lutte de la CES pour redonner une dimension sociale à la construction européenne dans le nouveau contexte politique mérite une considération spéciale. Pour atteindre ce but la CES a entrepris des efforts pour approfondir le dialogue social, pour réaliser un “Contrat social pour l'Europe” et défendre les droits de l'homme et des travailleurs. Cette activité de la CES est à l'unisson des tâches que la CGS essaie de résoudre dans notre région. Il est important que la CES ne se limite pas à ce qui a été atteint mais se pose des tâches pour l'avenir parmi lesquelles une des plus importantes – la liquidation du chômage.

Nous exprimons notre solidarité fraternelle avec la lutte de la CES pour la justice sociale, pour la dignité des travailleurs. Nous souhaitons à vous et à vos collègues de nouveaux succès et nous comptons sur le développement positif des relations amicales entre nos Confédérations et entre nos organisations membres.

La réunion de la Commission de la CGS pour la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs et les questions juridiques

La Commission de la CGS pour la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs et les questions juridiques a tenu sa réunion le 27 février à Moscou.

La Commission a discuté de “La fiscalité équitable dans les Etats – membres de la CEI”, le thème proposé par la Fédération des syndicats d’Ukraine (FSU). Nataliya Podchibykina, secrétaire générale de la CGS, et Ludmila Ostapenko, chef du Département de la politique budgétaire et de la protection sociale de la FSU, ont fait les rapports sur ce sujet.

Selon la position solidaire des représentants des syndicats les couches les plus riches de la population doivent payer les impôts plus élevés et en prendre une partie de la responsabilité sociale pour les citoyens qui ont des bas revenus.

Conformément à la décision de la Commission le document analytique sur ce sujet sera adressé à toutes les centrales syndicales nationales, membres de la CGS, pour son actualisation.

La Commission a discuté aussi du “Projet des Recommandations pour l’harmonisation de la législation dans le domaine de la rémunération du travail dans les Etats de la Communauté Eurasiennne” et a pris la décision d’adopter ces Recommandations et de soumettre ce document à la discussion de la prochaine réunion du Comité Exécutif de la CGS.

La Commission a discuté en outre du bilan préalable du développement socio-économique des Etats – membres de la CEI en 2012. Le Département de la CGS de la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs a été chargé de préparer un document analytique sur ce sujet et de le porter à la discussion du Conseil de la CGS prévu pour le mois d’avril 2013.

La délégation de la CGS participe à la réunion du Conseil économique de la CEI

Le 15 mars 2013, une délégation de la CGS composée de Victor Karniuchine, vice-président de la CGS, président de la Fédération des syndicats des travailleurs des branches forestières de la CEI,

Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS et Evgueniy Novojilov, chef du Département de la CGS, a pris part à la 57ème réunion du Conseil économique de la Communauté des Etats Indépendants.

La réunion a discuté plusieurs questions de la coopération des Etats de la CEI dans le domaine économique. En particulier, les projets des documents suivants ont été l'objet de discussion:

- La liste des projets interétatiques d'innovation du Programme de la coopération dans le domaine d'innovation des Etats de la CEI jusqu'à l'an 2020,
- L'accord sur la prophylaxie et l'extinction des incendies sur les territoires frontaliers des Etats de la CEI (la Fédération internationale des syndicats des travailleurs des branches forestières de la CEI a pris une part active à l'élaboration de cet accord),
- L'accord sur les Statuts de la Cour économique de la CEI,
- Le plan du développement de la radionavigation dans les Etats de la CEI pour les années 2013–2017,
- Une nouvelle rédaction des Statuts du Conseil interétatique des travailleurs routiers.

Les projets des documents mentionnés ont été adoptés et seront présentés à la discussion du Conseil des chefs de gouvernement de la CEI prévu pour le 31 mai 2013.

Le Forum international économique des Etats de la CEI

Le même jour, la délégation précitée, a pris part au Forum international économique des Etats de la CEI "Les défis actuels et les perspectives du développement de l'intégration dans la CEI", tenu à Moscou au Centre du commerce international.

Inaugurant la session plénière du Forum, Sergey Lebedev, président du Comité exécutif de la CEI, a souligné l'importance du Forum pour le développement ultérieur du processus d'intégration sur l'espace postsoviétique.

Andrey Beloousov, ministre du Développement économique de la Fédération de Russie, a mis en relief que le développement économique de la Russie porte un caractère prioritaire pour toute la CEI. Selon lui, les économies des pays de la CEI, même après vingt ans de la fragmentation de l'URSS, sont interdépendantes ce qui est très avantageux de point de vue de la compétitivité.

Cinq sections ont poursuivi la session plénière du Forum. Natalya Podchibyakina est intervenue à la section "Investissements, innovations, économie réelle". Dans son intervention "La dimension humaine de la modernisation: problèmes de la corrélation entre le travail et le capital" elle a souligné que le slogan de la modernisation de l'économie, de son innovation met

en avant le développement du potentiel humain du travail et de l'efficacité de son utilisation.

“L'augmentation du capital humain est une base pour la formation de l'économie innovée et cette base doit être créée par les efforts concertés de l'Etat, du business et des syndicats. Les syndicats sont prêts pour ce travail” – a conclu Podchibyakina.

Azerbaïdjan: la IV^e congrès de la centrale syndicale nationale

La Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan (AHIK) a tenu son IV^e congrès le 5 février 2013 à Bakou, capitale de la République d'Azerbaïdjan.

1300 délégués, représentants des organisations membres de l'AHIK, ont pris part au congrès. Les délégations syndicales de 40 pays du monde, ainsi que des organisations internationales – l'OIT et la CSI ont assisté au congrès.

La Confédération générale des syndicats a été représentée par Valery Yuriev, secrétaire général adjoint de la CGS.

Sattar Mohbaliyev, président de la Confédération, membre du parlement national, a présenté le rapport d'activité de la centrale syndicale.

Selon Mohbaliyev, la syndicalisation et sa motivation ont été un de

problèmes les plus actuels de la centrale. Grâce aux mesures entreprises par la centrale le nombre d'adhérents a augmenté et avait atteint 1600000 membres.

La lutte de l'AHIK pour une rémunération décente a été au centre d'activité de la centrale. La Confédération doit faire tout son possible pour améliorer la vie de ses membres, – a souligné Mohbaliyev. L'augmentation du SMIG joue le rôle principal dans la lutte pour un salaire décent. “Durant les cinq dernières années le SMIG a été augmenté de 60 jusqu'à 93,5 manats (1 manat est égal à 1,29 dollars). Cependant il reste toujours au dessous du minimum vital. La centrale syndicale calcule le minimum vital quatre fois par an, en utilisant la méthode adoptée et les statistiques d'Etat et présente cette information aux structures d'Etat. Selon nos données le minimum vital en octobre 2012 a été 182 manats pour la population active, 96,6 pour les retraités et 115,2 pour les enfants”, a conclu Mohbaliyev.

Le leader syndical a informé le congrès qu'à sa dernière session le Conseil de la CSA a pris la décision de soutenir Ilham Aliev, actuel président d'Azerbaïdjan, aux prochaines élections présidentielles.

Le congrès a élu Sattar Mohbaliyev président de la CSA et avait adopté un message au président de la République.

Bélarus: une rencontre entre le président de la République et le leader syndical

Lors de sa rencontre avec Alexandr Loukachenko, tenue le 25 février, Leonid Kozik, président de la Fédération des syndicats de Bélarus (FSB), a informé le président de la République de l'activité de syndicats, de leurs tâches prioritaires et de perspectives.

Le président du pays a soutenu les actions de la FSB dans la défense des intérêts des travailleurs, pour rendre leurs conditions du travail et de la vie conformes aux exigences de temps. Il s'agissait précisément du ravitaillement chaud aux entreprises, du respect du régime de température adéquate sur les lieux du travail en hiver et en été.

Les interlocuteurs ont prêté une attention particulière à la création des organisations syndicales de base dans le secteur privé. Loukachenko a souligné que ce travail doit être accéléré et les tentatives des employeurs de mettre des bâtons dans les roues sont indmissibles.

Géorgie: le nouveau gouvernement s'apprête à amender le Code du travail

Une présentation du projet d'amendements à la législation du travail en vigueur a eu lieu à Tbilissi le 25 janvier.

Les représentants des pouvoirs législatifs, du gouvernement, du pa-

tronat, de l'Union des syndicats, des organisations internationales et du corps diplomatique y ont assisté.

Selon la déclaration faite aux journalistes par Tei Tsoulkiani, ministre de la Justice de la Géorgie, les employeurs ne doivent pas penser que le Code du travail sera orienté exclusivement sur eux.

Au dire de Tsoulkiani, le Code du travail actuel est critiqué à l'intérieur du pays, ainsi que de la part des organisations internationales surtout pour la possibilité qu'il donne aux employeurs de licencier les travailleurs sans aucune raison, ni argument. Conformément au nouveau projet cette situation change complètement.

“Effectivement, nous n'avons pas à présent un texte qu'on peut appeler un Code du travail. Pour cette raison nous avons organisé des rencontres avec les syndicats, les employeurs, les organisations internationales et nous avons élaboré un nouveau projet du Code. Dans l'avenir aucun employeur ne pourra pas licencier un ouvrier à son propre gré. Les accords du travail oraux vont disparaître et seront remplacés par des accords écrits et plus détaillés”, – a déclaré Tei Tsoulkiani.

Kazakhstan: un nouveau président de la FSRK

Le Conseil général (CG) de la Fédération des syndicats de la

République du Kazakhstan, tenu le 28 janvier à Astana, a libéré Syazbek Moukachev, qui a pris sa retraite, de ses fonctions du président de la centrale syndicale. Moukachev a été félicité par le Conseil pour son long et fructueux travail à ce poste.

Les membres du CG – dirigeants des syndicats régionaux et de branche ont élu Abelguazi Kousaïnov, ancien dirigeant de la région de Karaguanda, au poste du président de la FSRK.

Noursoultan Nazarbaev, président de la République du Kazakhstan, a soutenu le choix du CG et a félicité Kousaïnov avec son élection au poste du président de la centrale syndicale et a souligné que ce dernier a une grande expérience dans plusieurs domaines de l'activité.

Nazarbaev a remercié Syazbek Moukachev pour sa grande contribution dans le développement social de la République.

Le chef d'Etat a souligné que dans le processus actuel de la modernisation du pays, conformément à la Stratégie "Kazakhstan-2050", plusieurs tâches et responsabilités incombent sur la FSRK.

"Je suis certain, a souligné le président du Kazakhstan, que les syndicats vont déterminer leurs tâches concrètes pour participer activement à la réalisation de la Stratégie "Kazakhstan-2050".

Ensemble avec tout le pays les syndicats doivent moderniser leur activité. Actuellement, on est en train d'élaborer une nouvelle loi sur les syndicats. La FSRK doit prendre une part active dans ce travail législatif et de le coordonner avec le patronat et le gouvernement. Cette loi doit aller de pair avec la législation du travail. La nouvelle loi doit renforcer le rôle constructif des syndicats et de les aider à enjamber une nouvelle étape du développement".

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, dans son message adressé au nouveau président de la FSRK, a félicité Kousaïnov pour son élection et lui a souhaité de succès dans son activité pour le bien des travailleurs, au nom du développement ultérieur et de la prospérité du Kazakhstan.

Kirghizistan: le leader syndical réitère sa demande au président de la République

Début février, Asilbek Toktogoulov, président de la Fédération des syndicats du Kirghizistan (FSK) s'est adressé avec une lettre ouverte à Almazbek Atambaev, président de la République du Kirghizistan.

La lettre souligne que les syndicats ont approuvé le décret du président de 24 novembre 2012 sur la création du "Conseil natio-

nal du développement économique stable de la République du Kirghizistan”, appelé à élaborer une stratégie du développement jusqu’à l’an 2025, ainsi que son décret sur la proclamation de l’année 2013 comme “L’année du travailleur”, qui contribuerait à garantir une vie digne au peuple kirghiz et sera un premier pas dans la mise en oeuvre de la Stratégie du développement stable.

Tous ces documents la centrale syndicale concidère comme son propre programme d’activité et prend déjà des mesures pour les mettre en valeur. Des pas concrets ont été élaborés pour augmenter le rôle du salarié dans la vie de la République, pour réunir les membres des syndicats dans la réalisation du développement stable.

“Cependant, souligne Asilbek Toktogoulov, les représentants du gouvernement et du patronat ont été inclus au Conseil national, mais les représentants de la société civile et des syndicats qui représentent les intérêts des milliers des travailleurs ont été oubliés. La Fédération des syndicats a demandé déjà de changer cette situation et d’inclure les membres de la FSK au Conseil national, mais cette demande a été restée sans réponse. Les syndicats du Kirghizistan espèrent que la balance des intérêts sera respectée et la FSK sera représentée au Conseil national”.

Kirghizistan: le Conseil de la FSK se prononce pour la modernisation des syndicats

Le Conseil de la Fédération des syndicats du Kirghizistan, tenu le 28 février à Bichkek, s’est prononcé pour la modernisation, le renouveau et la mobilisation de l’activité de ses organes. Plusieurs décisions visant à améliorer l’efficacité de l’activité des syndicats ont été adoptées.

Intervenant au Conseil, Asilbek Toktogoulov, a parlé des priorités et des voies pour atteindre ces buts. Il a souligné que les dirigeants et les membres des syndicats tous comprennent la nécessité des changements dans l’activité des syndicats. Les syndicats se proposaient depuis longtemps de réformer leur activité, mais pour différentes raisons n’ont pas pu le faire jusqu’à présent. Aujourd’hui le temps est venu et on ne peut plus traîner avec les réformes. Le destin du mouvement syndical national dépend de notre travail actuel, a souligné le leader de la centrale syndicale.

Le Conseil de la FSK a adopté un plan des initiatives pour mettre en valeur ses décisions, qui prévoit la prise des mesures pour:

- le développement ultérieur du dialogue social entre les travailleurs, le gouvernement et le patronat;
- le redoublement des efforts des syndicats pour exercer une influence sur les organes légis-

latifs et exécutifs afin qu'ils prennent des décisions visant à défendre les droits et les intérêts des salariés;

– améliorer la structure syndicale, le travail avec les militants et éveiller l'intérêt des jeunes de l'activité syndicale.

Moldova: la centrale syndicale condamne les amendements au Code du travail et à la loi sur les syndicats

La Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM) s'est prononcée contre les amendements proposés au Code du travail et à la loi sur les syndicats qui ont été portés à la discussion du parlement de Moldova par la Chambre du commerce des Etats Unis, par la Confédération nationale des employeurs et par l'Association du business européen.

Les amendements proposés concernent le licenciement des travailleurs, membres des syndicats, ainsi que les garanties pour les élus des organes syndicaux.

La FNSM concidère les arguments avancés comme dénués de fondement, contraires au libre concurrence et au droit intenational que la République de Moldova doit appliquer.

La centrale syndicale demande les organes compétents nationaux de prendre en concidération que

conformément à la "Déclaration tripartite sur les compagnies multinationales et la politique sociale" adoptée par le Conseil d'administration de l'OIT en novembre 1977, "les stimulations spéciales adoptées par les pays qui recoivent des investissements étrangers ne peuvent pas prévoir aucune limitation quant à l'association des travailleurs, leurs droits à l'organisation et aux négociations collectives".

La CNSM condamne toute tentative de porter des amendements au Code du travail et à la loi sur les syndicats qui lèse les droits et les intérêts des travailleurs, membres des syndicats et leurs représentants.

Russie: le Comité exécutif de la FNPR discute de la convention générale

La réunion du Comité exécutif de la Fédération des syndicats indépendants de Russie, dirigé par Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a discuté à sa réunion, tenue le 23 janvier, de la réalisation en 2012 de la Convention générale nationale et de la préparation de la conception de la nouvelle convention, ainsi que de la politique de cadres de la centrale syndicale nationale.

Lors de la discussion de la convention générale 2011–2013 la contribution significative de toutes les parties – gouvernement, employeurs,

syndicats – à sa mise en oeuvre a été soulignée, Les participants ont aussi souligné l'efficacité du travail de la Commission tripartite de Russie (CTR) et le renforcement de son contrôle de la réalisation de ses décisions.

Nina Kouzmina, vice-présidente de la FNPR, a souligné que pour la première fois les consultations sur le nouveau budget national ont commencé opportunément, en pleine conformité de la Convention générale.

La Convention générale nationale prend fin en 2013 et on a déjà initié le processus des négociations pour la préparation et la signature de la nouvelle convention.

Russie: une nouvelle rencontre entre le président de la Russie et le leader syndical

Une rencontre régulière de travail entre le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et le président de la FNPR Mikhaïl Chmakov a eu lieu à Moscou le 5 mars.

Les interlocuteurs ont discuté de l'activité de la Commission tripartite nationale (CTN) dans les relations sociales et de travail.

Le président de la Russie a souligné un rôle actif de la FNPR dans le fonctionnement de la CTN, aux niveaux national et régional. "C'est un travail qui n'est simple – a-t-il

souligné – un travail compliqué, c'est toujours la recherche des compromis. Mais cette activité contribue à la création de la stabilité dans les relations entre les employeurs, les travailleurs et les organes d'Etat. C'est un système que nous avons élaboré pendant plusieurs années et il est très important".

Chmakov a confirmé l'efficacité de ce système qui permet à résoudre plusieurs problèmes par des négociations. Cependant, selon lui, il y a parfois des incohérences quand certains employeurs cherchent des partenaires de complaisance et signent des accords tarifaires avec des petits groupements des travailleurs. Nous nous prononçons contre ces tentatives et nous luttons contre cela au sein de la CTN.

Le président de la Russie et le leader syndical se sont pronocés pour l'adoption d'une loi qui pourrait inciter les employeurs d'adhérer aux associations patronales de branche.

Russie: le Comité exécutif de la FNPR a discuté de l'organisation des manifestations du Premier Mai

Une réunion du CE de la FNPR dirigée par Chmakov a eu lieu à Moscou le 6 mars.

Le Comité exécutif a pris la décision de convoquer la réunion du

Conseil général de la FNPR le 22 mai 2013.

La réunion a aussi discuté de la modernisation du système national de la qualification, de l'organisation de la Fête du Premier Mai sous le slogan principal "Un travail décent – une rémunération décente", de la participation des syndicats membres de la FNPR à l'organisation du travail sportif au niveau national, ainsi que d'autres importantes questions.

"En soutenant les traditions du mouvement syndical international et en défendant les droits et les intérêts des travailleurs, a déclaré Galina Kelekhsaeva, vice-présidente de la FNPR, nous proposons d'organiser les actions du Premier Mai en forme des meetings et des manifestations sous le slogan "Un travail décent-une rémunération décente". Le CE a décidé que les syndicats vont avancer les revendications visant à défendre les droits et les intérêts socio-économique des travailleurs, à garantir aux salariés un salaire décent, un emploi efficace, un travail en sécurité et le plein droit à l'association.

Intervenant à la réunion, Mikhaïl Chmakov a mis en relief la nécessité de moderniser la structure de la centrale syndicale nationale. Dans ce but, un groupe de travail a été formé pour préparer des amendements aux Statuts de la FNPR.

Russie: la Fédération des syndicats de Moscou change de président

La Fédération des syndicats de Moscou (FSM), la plus puissante structure de la FNPR, a tenu la réunion de son Conseil le 28 mars 2013. Le Conseil de la FSM a satisfait la demande de Mikhaïl Nagaïtsev de le libérer des fonctions du président de la Fédération et par la majorité absolue des voix a élu à ce poste Sergey Tchernov, vice-président du Syndicat des cheminots de Russie.

Nagaïtsev a été désigné au poste du vice-président.

Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, et Andrey Isaev, premier vice-président de la FNPR, président du Comité chargé du travail, de la politique sociale et des vétérans de la Douma de Russie ont pris part à la réunion.

Ukraine: la FSU s'adresse au Premier ministre

Yury Koulik, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, se basant sur les données des organisations membres de la FSU, s'est adressé au Premier ministre du pays Mykola Azarov avec un message concernant les arriérés de salaire.

Le message souligne que le règlement des arriérés de salaire aux entreprises d'Etat, ainsi que la si-

tuation avec le retour aux entreprises des impôts sur le surcoûts ne sont pas satisfaisants et donnent un mauvais exemple aux entreprises d'autres formes de propriété.

Le message est complété par des statistiques datées du 1^{er} janvier 2013 concernant les entreprises qui ont des arriérés de salaire les plus considérables et par l'analyse des causes qui ne permettent pas en finir avec ce phénomène honteux.

Ukraine: le Présidium de la FSU discute des actions de la centrale syndicale

Le Présidium de la FSU, dirigé par Yury Koulik, a discuté à sa réunion, tenue le 28 février, du développement du dialogue social et de la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs.

Les membres du Présidium ont discuté de la mobilisation des actions des syndicats dans la résolution des problèmes socio-économiques, de la participation des syndicats à la formation du budget national 2014. Le Présidium a adopté les propositions des syndicats pour le budget national et a pris la décision d'en faire parvenir au ministères de Finance d'Ukraine.

Le Présidium a aussi discuté du SMIG pour l'année 2014, des accords tarifaires de branche et de conventions collectives de branche pour l'année prochaine. Ont été aussi discutées les questions du

travail clandestin et des formes du travail flexibles, des salaires gris, de l'emploi de location et des actions des syndicats dans le cadre l'Année de la lutte contre l'utilisation par les employeurs des formes atypiques du travail et contre la violation des droits des travailleurs et des syndicats.

Un nouveau membre de la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la fonction publique

Le Conseil de la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la fonction publique (FISTFP) a approuvé l'adhésion à la Fédération du Syndicat des travailleurs de la fonction publique d'Israël.

Le 10 octobre 2012, la Direction du Syndicat des travailleurs de la fonction publique d'Israël a pris la décision d'adhérer à la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la fonction publique. Ariel Jakobi, président du Syndicat, s'est adressé à la FISTEP avec la demande d'adhésion.

Conformément à cette demande et aux Statuts de la FISTEP, le Conseil de la Fédération a pris la décision d'accepter l'adhésion de ce Syndicat à partir du premier janvier 2013. Le président du Syndicat a été élu membre du Conseil et on a établi la cotisation du Syndicat conformément aux Statuts de la FISTEP.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru